

Livres pour l'été (1) **Le PSU, une histoire à connaître**

Jean-Marie Harribey

12 juillet 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/07/12/livres-pour-l-ete-1-le-psu-une-histoire-a-connaître>

L'historien Bernard Ravenel a publié ce printemps *Quand la gauche se réinventait : Le PSU, histoire d'un parti visionnaire, 1960-1989* (La Découverte, 2016). Ce livre raconte l'intégralité de l'histoire d'un parti politique, depuis sa naissance au plus fort de la dénommée guerre d'Algérie jusqu'à sa disparition quand triomphait le capitalisme financier qui allait entraîner la social-démocratie dans la déroute de la gestion néolibérale de la société.

Nous sommes à la fin des années 1950, la IV^e république, dirigée alternativement par la droite et par le parti socialiste de l'époque (SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière), s'enfonce définitivement dans la pire politique menée contre le peuple algérien qui aspire à l'indépendance. Un regroupement de réfractaires à cette politique, issus du Parti socialiste autonome (PSA) provenant d'une scission de la SFIO, de l'Union de la gauche socialiste (UGS), et du Parti communiste, aboutit à la création du PSU en 1960.

Bernard Ravenel, qui fut membre du PSU et l'un des principaux responsables de ce parti à un moment charnière de son histoire, replace celle-ci dans une époque : celle de l'après-guerre qui voit la reconstruction se terminer en même temps que la phase dite des « Trente glorieuses », quand apparaissent les premiers signes d'une crise qui dure encore. Il s'ensuit une transformation radicale du capitalisme mondial, faite de capitaux totalement libres de circuler et de bouleverser la division internationale du travail. Dans le même temps, la guerre froide est sur le point de s'achever par la défaite du camp soviétique, sans pour autant faire disparaître des conflits tragiques comme celui entre l'État d'Israël et les Palestiniens.

Dans ce contexte, l'histoire du PSU se partage entre plusieurs étapes. Celle de la décolonisation d'abord. Alors que la SFIO ne sait pas faire autre chose que réprimer quand elle est au pouvoir, que le Parti communiste français entend ne rien lâcher de sa domination sur le mouvement ouvrier, le PSU est de toutes les mobilisations pour exiger la fin de cette guerre qui ne dit pas son nom. Les événements tournent à de nombreuses reprises au tragique : massacre de centaines d'Algériens à Paris par la police dirigée par le sinistre Maurice Papon le 17 octobre 1961, massacre au métro Charonne de neuf personnes manifestant le 8 février 1962 à l'appel de toutes les organisations politiques et syndicales de gauche contre l'Organisation de l'armée secrète (OAS), véritable organisation fasciste ayant multiplié les attentats après le putsch raté des généraux en avril 1961.

Après que le pouvoir gaulliste fut obligé de mettre un terme aux hostilités, commence une période aussi riche que tumultueuse pour le jeune PSU. Au carrefour des influences ou traditions politiques révolutionnaires de l'époque, notamment trotskiste et maoïste, le PSU est le théâtre de débats et d'affrontements internes sur des questions clés de la révolution socialiste, telles qu'elles se posaient à ce moment-là, sur fond de luttes sociales très dures, comme celle des mineurs en 1963 : quel modèle de société socialiste, quel rôle doit jouer le parti révolutionnaire, quelle alliance politique avec les autres forces, la social-démocratie et le Parti communiste, ou quelle autonomie vis-à-vis d'elles ? Une période de tâtonnements

théoriques mais aussi d'expériences concrètes menées par des militants engagés dans une gestion municipale innovante par son caractère démocratique (Grenoble, Louvain...).

La recherche d'une alternative au gaullisme, l'ébauche d'un contre-plan, la lutte contre l'armement atomique et les mobilisations contre la guerre du Vietnam rythment la décennie 1960. C'est aussi pendant cette décennie de 1960 que commence à émerger la figure marquante de Michel Rocard, qui réussit un temps à incarner une synthèse entre des stratégies politiques disparates. Alors survient « la divine surprise » de Mai 68, selon l'expression de Bernard Ravenel, où le PSU part « à l'assaut du ciel ». Le PSU fut la principale force politique à être en symbiose avec le mouvement, et il s'en fallut peut-être d'un cheveu que l'histoire tourne différemment. Las, lors du fameux meeting de Charléty le 27 mai, le PSU ne réussit pas à convaincre Pierre Mendès-France, alors membre du parti, de faire une proposition d'alternative politique à De Gaulle. Pendant ce temps, la CGT, tenue par un Parti communiste hostile au mouvement étudiant et à sa jonction avec la classe ouvrière, s'inscrit dans une démarche de négociations avec le gouvernement sur des objectifs quantitatifs. L'histoire va tourner dans le mauvais sens : pendant que le PC renonce à tout objectif politique qui n'entre pas dans son cadre de pensée stalinien, la droite se ressaisit et retourne la France profonde comme une crêpe.

Pourtant, les choses ont bougé. La question du pouvoir démocratique va désormais s'incarner dans le mot d'ordre d'autogestion que va porter dorénavant inlassablement le PSU. De son côté, la CFDT, sur la lancée de sa déconfessionnalisation, rejoint le projet autogestionnaire, avec d'autant plus de netteté que de nombreuses luttes ouvrières s'en inspirent. De plus, chamboulée par le capitalisme, la paysannerie voit naître en son sein un courant de « paysans travailleurs » qui sera l'ancêtre de la Confédération paysanne que nous connaissons aujourd'hui. Les quelques années qui suivent Mai 68 sont marquées par l'aspiration autogestionnaire qui culmine dans la célèbre lutte des « Lip » et leurs mots d'ordre « l'usine est là où sont les travailleurs » ou « on fabrique, on vend, on se paie ».

Lip, le Larzac, la lutte anti-nucléaire et beaucoup d'autres sont autant de batailles dans lesquelles le PSU est partie prenante, tandis que le Parti communiste reste englué dans son soutien indéfectible à l'URSS finissante mais dangereuse (Budapest, Prague, Varsovie), et que François Mitterrand tisse patiemment sa toile pour prendre d'assaut le PS au congrès d'Épinay (1971). Le PSU tranche, il ne participera pas à ce nouveau conglomerat social-démocrate, pas plus qu'il n'adhérera au processus conduisant au programme commun de gouvernement du PS, du PC et des radicaux de gauche (1972). Au contraire, le PSU approfondit sa stratégie autogestionnaire et propose une transition au socialisme qui mêle l'autogestion, la planification, la réduction du temps de travail et la prise en compte des nouveaux champs de lutte qui émergent : les revendications des femmes pour l'avortement et la contraception, l'écologie et le cadre de vie. Le PSU élabore le « Manifeste de Toulouse » (1972) qu'on peut considérer comme la première tentative de synthèse politique en France du socialisme, de l'écologie et de la libération des femmes.

Le PSU y croit mais il ne parvient pas à élargir le cercle électoral de son audience. L'échec aux législatives de 1973 est lourd de conséquences, d'autant que le PC et le PS semblent bénéficier de l'effet « programme commun ». Survient alors la mort du président Pompidou en avril 1974, qui précipite le rapprochement de Rocard avec le PS, déjà amorcé depuis l'année précédente semble-t-il. Le PSU est traversé par un clivage fort : soutenir Mitterrand dès le premier tour de la présidentielle ou bien présenter Charles Piaget, animateur de la lutte des Lip, à qui Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, s'oppose vigoureusement. Rocard l'emporte, le PSU appelle à voter Mitterrand. Rocard tente d'entraîner le PSU au PS : ce sera l'affaire des « Assises du socialisme » à l'automne 1974, menée entre le PS, la branche rocardienne du PSU et l'état-major de la CFDT. Opération politique réussie pour Mitterrand qui veut « Rocard tout nu ».

Le PSU se maintient majoritairement, résiste une décennie de plus, met la main à de fortes mobilisations : contre la loi Debré, contre les centrales nucléaires en construction, contre la répression envers les comités de soldats¹. Mais les forces s'effiloquent, au fur et à mesure que les transformations du capitalisme défont tous les collectifs de travail et entraînent la social-démocratie sur la pente social-libérale de moins en moins sociale, dont nous payons maintenant la facture en termes de chômage, de précarité, d'inégalités, et d'allégeance à « l'ennemie » qu'est la finance.

La candidature d'Huguette Bouchardeau à la présidentielle de 1981 qui recueille 1,1 % des voix est le dernier feu allumé par le PSU. Bouchardeau sera secrétaire d'État à l'environnement du gouvernement Mauroy en 1983, puis ministre dans le gouvernement Fabius en 1984. Son action ne fut pas négligeable puisqu'on lui doit la première écotaxe (la taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique), les travaux d'utilité collective et une première démocratisation des enquêtes publiques.

« Mourir à trente ans », tel est le sort qui attend le PSU, nous dit Bernard Ravenel, puisque les derniers adhérents décidèrent sa dissolution en 1989. Un échec ? Ce n'est pas si sûr. Une conscience aiguë et prémonitoire de ce qui allait advenir de la société soumise aux coups de boutoirs du capitalisme néolibéral et de l'Union européenne², mais aussi une conscience que la construction du socialisme ne pourrait s'accomplir qu'en alliant la démocratie à la lutte sociale, en réunissant tous les fronts de luttes dans et hors de l'entreprise.

Le livre de Bernard Ravenel est un grand livre. Non seulement parce qu'il donne à voir un pan de notre histoire sociale et politique que les générations de moins de 50 ans ne connaissent pas. Mais aussi et surtout parce qu'il inscrit cette histoire dans une continuité : le dépassement du capitalisme est une quête qui n'est pas finie et les formes de luttes se renouvellent sans cesse. Du « contrôler aujourd'hui pour décider demain » des travailleurs de Lip, des ouvrières du Joint français³ et des paysans du Larzac, aux altermondialistes, aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes, aux Indignés et aux « Nuit debout », qui veulent reconquérir la démocratie, le besoin de dignité est le même. La trace du PSU reste visible.⁴ Pour cela, il fallait « écrire l'histoire à partir du point de vue des vaincus »⁵.

¹ Sur l'histoire des comités de soldats, voir J.-M. Harribey, « Comités et syndicat de soldats : une épreuve pour la gauche syndicale et politique », in Jean-Claude Gillet et Michel Mousel (coord. et dir.) *Parti et mouvement social, Le chantier ouvert par le PSU*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 309-319. <http://harribey.u-bordeaux.fr/ledire/comites-soldats.pdf>

² À juste titre, B. Ravenel cite le livre de Bernard Jaumont, Daniel Lenègre, Michel Rocard, *Le marché commun contre l'Europe*, Seuil 1973, qui, selon moi, est le plus ancien et le plus féroce réquisitoire contre la construction qu'on n'appelait pas encore néolibérale de l'Union européenne, et cela dès 1973, et, qui plus est, signé par Rocard.

³ En 1972, les ouvrières du « Joint français » (filiale de la Compagnie générale d'électricité) à Saint-Brieuc mènent une grève de huit semaines pour obtenir l'égalité de leurs salaires avec ceux de la maison mère, supérieurs de 20 %. Elles gagnent la bataille avec le soutien de la population et de la municipalité conduite par le PSU.

⁴ En 2010, lors des 50 ans de la création du PSU, l'association « Les amis de Tribune socialiste » crée l'« Institut Tribune socialiste » qui prolonge l'activité intellectuelle en faveur « des idées pour un socialisme du XXI^e siècle ». <http://www.institut-tribune-socialiste.fr>

⁵ B. Ravenel, page 13, citant Walter Benjamin.

Livres pour l'été (2)

La RTT, solution d'avenir

Jean-Marie Harribey

14 juillet 2016

<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/rtt-solution.pdf>

<http://jeanmarieharribey.fr/travaux/travail/rtt-solution.pdf>

Livres pour l'été (3) **La dette pour mettre la société en ordre, c'est-à-dire au pas**

Jean-Marie Harribey

14 juillet 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/07/14/livres-pour-l-ete-3-la-dette-pour-mettre-la-societe-en-ordre-c-est-a-dire-au-pas>

Le sociologue Benjamin Lemoine a publié ce printemps *L'ordre de la dette, Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché* (La Découverte, 2016), un livre qu'aurait dû écrire n'importe quel économiste un peu rigoureux. Hélas pour la profession des économistes, c'est un sociologue qui l'a fait, et c'est tant mieux pour tout le monde. Car il montre à quel point la compréhension de l'économie doit aux autres sciences sociales quand elles sont mobilisées et qu'on ne laisse pas à l'économiste standard le monopole du discours. Il nous propose un livre d'histoire de la financiarisation de l'État français, un livre de sociologie des très hauts fonctionnaires du Trésor public et des banquiers, et un livre d'épistémologie par la défétichisation des comptes publics.

Benjamin Lemoine commence par raconter comment l'État français est passé d'un financement maîtrisé de ses déficits par le biais du « circuit du Trésor » à un financement obligé sur les marchés financiers. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'État mène la reconstruction. La principale institution au service de celle-ci est le Trésor public. On pense généralement que le Trésor public est une sorte de caissier de l'État qui enregistre ses recettes et ses dépenses. Mais la particularité de l'après-guerre est que l'État a mis en place un « circuit » du Trésor pour être « l'investisseur et le banquier de l'économie nationale » (p. 48). Concrètement, l'État oblige les banques à déposer leur trésorerie sur le compte du Trésor public que celui-ci a à la Banque de France. Ainsi, les banques sont des « correspondants du Trésor » et se voient également contraintes de souscrire aux bons du Trésor en proportion d'un plancher de leurs propres dépôts recueillis auprès de leurs clients. La mise à disposition de ressources pour l'État évolue donc en fonction de la masse monétaire de l'économie nationale.

Cet ingénieux dispositif présente deux caractères. « La direction du Trésor constitue le point de bouclage du financement de l'économie, en collectant *via* son circuit l'épargne disponible que l'État a injectée par le canal de l'investissement et de la dépense publics. » (p. 49-50). Sans le dire, Benjamin Lemoine met ici le doigt sur un principe keynésien de base, à savoir que ce n'est pas l'épargne qui détermine l'investissement, c'est celui-ci qui déclenche l'activité, le revenu et l'épargne qui vient de façon ultime se déposer dans les banques et qui constitue la contrepartie de l'investissement inaugural.⁶

D'autre part, le dispositif a un avantage décisif : il place la dette publique hors marché pour sa plus grande partie, la dette contractée sur le marché ne représentant à l'époque jamais plus de 20 %. Il s'ensuit que le circuit du Trésor fournit à l'État l'essentiel de ses moyens à

⁶ Cette manière de voir les choses par B. Lemoine éclaire bien la discussion que j'ai eue l'an dernier avec Bruno Théret et qui est retracée dans *Les Possibles*, n° 8, automne 2015 : B. Théret, « Vers l'institution de monnaies fiscales nationales dans la zone euro ? » ; <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-8-automne-2015/dossier-questions-strategiques-apres-le-coup-d-etat-contre-la-grece/article/vers-l-institution-de-monnaies-fiscales-nationales-dans-la-zone-euro> J.-M. Harribey, « Discussion de la "monnaie complémentaire" dite "fiscale" » <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-8-automne-2015/dossier-questions-strategiques-apres-le-coup-d-etat-contre-la-grece/article/discussion-de-la-monnaie-complementaire-dite-fiscale>

prix réduit. Le fait que l'État soit maître de la définition des taux d'intérêt sur ses bons et qu'il fixe lui-même la valeur des bons est assumé complètement par les grands fonctionnaires de l'État de l'époque comme François Bloch-Lainé. « *Le circuit du Trésor représente bien une expérience d'enrôlement de la monnaie, en l'encadrant dans des pratiques réglementaires et dans une coopération obligée d'institutions.* Les outils de la trésorerie organisent à la fois le financement de l'État et celui de l'économie nationale. Les flux monétaires sont produits, dirigés et contrôlés par la puissance publique qui les oriente et les met au service d'objectifs économiques dédiés : reconstruction, puis plein emploi des moyens de production. » (p. 57).

L'orthodoxie monétaire est bafouée : les investissements ne « mobilisaient pas une épargne préalable » (p. 60) ; « l'injection d'un "signe monétaire nouveau" dans l'économie, par le canal des dépenses publiques, "accroît la masse monétaire" ». Mais ça n'a pas duré ! L'éviction de Bloch-Lainé par Antoine Pinay en 1952 prépare la remise en bon ordre libéral : « "neutraliser" le rôle monétaire du Trésor et abolir les privilèges de l'"État-banquier" » (p. 64), au nom du refus de l'inflation et surtout des prérogatives du marché à rétablir. Il s'ensuit une lente mais méticuleuse déconstruction institutionnelle commencée dans les années 1950 et qui va durer jusqu'au traité de Maastricht. L'ordre de la dette de marché est en marche, inexorablement. Benjamin Lemoine ne met pas sous la table la fameuse loi de Giscard d'Estaing en 1973, mais la replace opportunément dans cette longue évolution, dans laquelle la gauche au pouvoir va jouer un rôle considérable sous les Bérégovoy (« plus royaliste que le roi », p. 108), Fabius et autre Strauss-Khan.

L'ordre de la dette est désormais de « lier les mains de l'État et rendre impossible tout retour en arrière » (p. 132). La direction du Trésor définit le nouveau cadre ainsi : « Les exigences sur les modalités de financement de l'État se sont adaptées au nouvel environnement financier. C'est en termes de soumission de l'État aux conditions communes des marchés, et d'allongement de la durée de la dette publique que se définissent désormais ces objectifs. » (p. 120-121). Eh oui, entre temps, la financiarisation du capitalisme mondial s'est imposée, et l'Europe se charge de « discipliner les États ».

Une époque s'est achevée, une autre s'est ouverte : « *La monnaie, levier de gestion des politiques économique du gouvernement de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, devient un facteur extérieur échappant à toute forme de discutabilité et se trouve transférée dans une organisation indépendante de la décision politique et mue par un objectif conçu comme exclusivement technique.* L'emprunt indexé sur l'inflation, mis en place à la fin des années 1990, représente un signal supplémentaire envoyé aux investisseurs de la neutralité monétaire du Trésor et de son attachement à la discipline financière et budgétaire. » (p. 149).

Mais il reste un problème à résoudre pour les tenants de la dette de marché : imposer une légitimité dans l'opinion de cet ordre. C'est le fameux rapport de Michel Pébereau (futur PDG de BNP-Paribas) sur la dette publique demandé en 2005 par le ministre Thierry Breton (celui ayant organisé France Telecom comme une usine à suicides) qui va fournir la bien-pensance de la dette. La dette est un problème en soi, et, pire encore, la dette « implicite », représentée par les retraites des fonctionnaires. Toutes les institutions de la République (notamment la Cour des comptes) vont se ranger derrière la bannière de la réduction de la dette, qui bien sûr ne provient pas de sa mise en marché, mais de trop de dépenses publiques, de trop de dépenses sociales présentes et, tant qu'à faire, futures. Lors de la présidentielle de 2007, les deux finalistes Sarkozy et Royal ne savent comment concilier leur orthodoxie avec leur apparent volontarisme interventionniste.

Le livre de Benjamin Lemoine se termine par un chapitre encore plus passionnant que les autres : « Et si toutes les dettes se valaient ? » Dans leur frénésie à dénoncer le gonflement du ratio dette publique/PIB, les libéraux n'ont de cesse que d'élargir le périmètre des engagements publics : rendez-vous compte, si on intègre dans la dette publique les engagements de paiement des futures retraites des fonctionnaires, alors le ratio grimpe

considérablement. S'engage alors un débat qui traverse la communauté des statisticiens à l'INSEE, l'OFCE et Eurostat : est-il raisonnable de suivre un indicateur de dette brute, c'est-à-dire sans que l'on mette en regard du passif de l'État son actif, financier et non financier ? Le débat n'est pas technique entre dette brute ou dette nette, voire créance nette. Le débat est éminemment politique. En effet, derrière la comptabilisation des créances et des dettes, il y a des créanciers et des débiteurs : « Si, dans les débats politiques, la dette est un passif du Trésor public, une charge pour les générations futures, il faut bien constater qu'elle est aussi un actif, un petit trésor privé, un titre de créance rémunéré à époques régulières et détenu par certaines catégories économiques et sociales qui composent les générations présentes et futures. » (p. 284).

Autrement dit, la lutte des classes revient au cœur de l'affaire et du livre de Benjamin Lemoine (p. 284) : quelle priorité faut-il choisir entre le remboursement de la dette financière et la garantie que la dette sociale soit honorée ? L'arbitrage retenu par le capitalisme ne fait pas de doute : « La dette financière est ainsi conçue comme un contrat *rigide*, quand la dette sociale n'est envisagée que comme un contrat *flexible*, une "convention" sociale, et une simple "promesse", réversible, sur laquelle il est plus aisé, et surtout nécessaire, pour le souverain de revenir. » (p. 286). Et voilà comment les retraites sont promises à une baisse interminable et « inéluctable » (p. 270). Et si nous n'avions pas compris la cohérence de l'ordre de la dette, la gardienne du temple est là : « *La Commission européenne assume une définition substantielle des "réformes structurelles" qui conviennent : augmenter l'âge de départ à la retraite, viser en priorité la baisse des dépenses sociales et publiques et en finir avec les réformes de réduction du temps de travail néfastes pour la croissance.* » (p. 277).

L'auteur conclut par une remise en cause radicale de cet ordre : « Dans tous les cas, apparaît au grand jour la question de la légitimité des asymétries entre différentes natures de dette : pourquoi réserver aux contrats financiers la robustesse d'un paiement et l'irréversibilité [d']un droit de propriété quand les prestations sociales pourraient facilement être annulées ou effacées par une nouvelle loi de finances ? » (p. 289).

Un magnifique travail de sociologie politique sur un objet en apparence économique.⁷

⁷ La revue *Les Possibles*, n° 10, été 2016, a publié un commentaire en partie critique de François Chesnais sur ce livre, « Compte rendu de lecture de Benjamin Lemoine, *L'ordre de la dette* » <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-10-ete-2016/debats/article/compte-rendu-de-lecture-de-benjamin-lemoine-l-ordre-de-la-dette>, auquel a répondu, à mon sens de manière convaincante, Benjamin Lemoine, « Éléments de réponse à François Chesnais ». <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-10-ete-2016/debats/article/elements-de-reponse-a-francois-chesnais>

Livres pour l'été (4)

L'économiste post-keynésien Hyman Minsky

Jean-Marie Harribey

21 juillet 2016

<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/minsky-stabilite.pdf>

<http://jeanmarieharribey.fr/travaux/monnaie/minsky-stabilite.pdf>